

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2026>



SNPES-PJJ/FSU : Un congrès pour l'avenir

- Syndicalisme -



Date de mise en ligne : mardi 26 mai 2015

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le congrès du SNPES-PJJ/FSU s'est tenu du 9 au 13 mars 2015 en Vendée avec vue sur mer. Ce bel horizon a permis d'aborder celui, moins dégagé, des difficultés syndicales dont le résultat insuffisant aux élections professionnelles, même si nous restons la première organisation à la PJJ.

Les personnels de la PJJ, comme l'ensemble des fonctionnaires et des salariés, sont confrontés aux conséquences des politiques d'austérité.

Alors que la crise économique génère plus de précarité et d'exclusion, ces politiques attaquent des droits fondamentaux dont les services publics devraient être garants.

Après une décennie d'empilement de lois sécuritaires, le droit à l'éducation de la jeunesse en difficulté, mission centrale de la PJJ, n'est toujours pas, avec ce gouvernement, une priorité.

Promesse du candidat Hollande ou de la Ministre de la Justice, elle est restée incantatoire. Année après année, le réalisme budgétaire a invalidé ces annonces et les arbitrages gouvernementaux ont signé l'abandon d'une réforme progressiste de l'ordonnance de 1945, acté le maintien des tribunaux correctionnels pour mineurs et les jugements rapides.

Après les attentats de janvier, c'est le retour au mirage sécuritaire dont la loi sur le renseignement est emblématique. Le risque est grand que les moyens supplémentaires « miraculeusement » trouvés pour le plan de lutte contre les phénomènes de radicalisation (deux fois plus de postes pour ce plan que prévu au budget 2015 pour toute la PJJ), soient utilisés pour des actions de repérage et de renseignement, antinomiques avec le maintien de la relation de confiance nécessaire au travail avec des mineurs en risque de dérive sectaire.

Depuis 2012, les conditions de travail et d'exercice des missions à la PJJ ne se sont pas améliorées de façon significative après s'être massivement dégradées suite à l'application de la RGPP.

La transformation des missions est allée de pair avec une mise au pas des personnels et la disqualification des collectifs de travail.

Avec les années 2000, la Direction de la PJJ a modifié les modalités de recrutement et a instrumentalisé la formation pour l'adapter aux nouvelles législations sécuritaires. Les pratiques professionnelles adossées à la mission éducative de la PJJ, fondées sur le lien avec les adolescents et l'engagement auprès d'un public en grande difficulté, constituent de moins en moins le socle d'une identité professionnelle jusqu'alors très forte à la PJJ.

Cette identité, en cohérence avec les valeurs portées par notre organisation syndicale, a servi de support à nos revendications et nos mobilisations.

Contre l'austérité et la politique sécuritaire

Le SNPES-PJJ/FSU, seule organisation de la PJJ à n'entretenir aucune ambiguïté avec la critique des orientations sécuritaires et l'enfermement des mineurs, est celle qui subit le plus une perte d'influence aux élections professionnelles depuis plusieurs scrutins.

Cela illustre une banalisation des orientations sécuritaires dans notre secteur professionnel. Comme d'autres secteurs, il est traversé par le fatalisme de la crise économique.

L'idée d'une alternatives aux politiques d'austérité ne s'impose pas d'emblée. L'atonie du mouvement syndical et revendicatif ne favorise pas les organisations qui développent une critique radicale des politiques d'austérité.

Cependant cette baisse d'influence n'est pas homogène. Certaines sections syndicales parviennent à développer leur influence, sans minorer nos mandats sur les orientations sécuritaires, les politiques d'austérité et l'exigence d'un mouvement d'ampleur.

Nous considérons donc, sans minimiser les difficultés, que les liens de proximité entretenus avec les personnels et à partir de leurs préoccupations immédiates, sont déterminants pour engager les débats et développer notre capital de confiance auprès d'eux.

A ce congrès, 75 % des 62 sections interdépartementales étaient présentes et une nouvelle Commission Administrative Nationale (élus nationaux et secrétaires régionaux) a été élue ainsi qu'un nouveau Bureau National largement renouvelé et rajeuni.

Contrairement aux précédents congrès, la CAN est complète et le BN passe de 7 à 9 membres ce qui témoigne d'une re-dynamisation de notre fonctionnement.

Malgré les difficultés évoquées, ce renouvellement militant témoigne que de nouvelles équipes reprennent et défendent ces idées et ces valeurs.

Les propos d'un ancien Directeur de la PJJ, espérant, avec le départ des « vieux dinosaures des années 70 », la fin de la contestation dans l'institution, sont ainsi démentis.

Mais cette dynamique positive ne se trouvera confirmée que si les mobilisations contre les politiques d'austérité et leurs conséquences prennent une autre ampleur. ĩ

Maria INES et Michel FAUJOUR